

LA BAIE (PC) - Plus de deux millions de dollars sont consacrés à la production des deux spectacles qui attireront encore, cet été, bien des touristes en visite dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, soit *La fabuleuse histoire d'un royaume* et *Le tour du monde de Jos Maquillon*. On s'attend à accueillir plus de 93,000 spectateurs. Déjà 60,051 billets ont été vendus.

TUNIS (PC) - Yasser Arafat semble éprouver quelque difficulté à mettre sur pied l'Autorité palestinienne de 24 membres chargée d'administrer les territoires autonomes de Gaza et Jéricho après le départ des Israéliens.

QUÉBEC (PC) - Pierre Marc Johnson déplore que les enjeux soient si peu clairs à la veille d'une élection générale au Québec. «On a parfois l'impression que le processus de l'indépendance du Québec serait enclenché à la suite de l'élection, mais il semble que non depuis dimanche», a déclaré l'ancien premier ministre.

QUÉBEC (PC) - Plus de 2,000 emplois québécois dans le secteur du bois de sciage sont menacés par une décision que prendra un tribunal administratif américain, le 13 juin.

MONTREAL (PC) - Le président du conseil et chef de la direction d'Hydro-Québec, Richard Drouin, a levé le voile hier sur les liens existant entre la compagnie privée d'informatique M3i, de Longueuil, et la société d'État Hydro-Québec, ainsi qu'une de ses filiales, Nouveler.

LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS

Le mardi 10 mai 1994 

Aujourd'hui
Assemblée
générale
de Bâtirente
à 19 heures,
salle 406 B-C



Gérald Larose ouvre le 57e Congrès de la CSN

C'EST DEVANT au moins 2000 personnes, dont 1495 délégués officiels et fraternels, que s'est ouvert hier le 57e congrès de la CSN. Avec ce grand moment que constitue, à chaque congrès, la lecture du rapport du Comité exécutif.

Axé sur une stratégie syn-

dicale visant à contrer l'exclusion et sur une démystification des phénomènes économiques mondiaux derrière lesquels, trop souvent, se cachent des tactiques patronales inavouables, le rapport livré par le président Gérald Larose a reçu un accueil chaleureux.

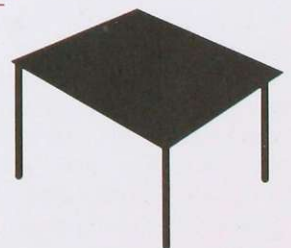
L'ouverture du congrès s'est faite en présence d'invités de marque, dont la présidente de la CEQ, Lorraine Pagé, et le président de la FTQ, Clément Godbout.

C'est aussi au cours de la journée que le trésorier Léopold Beaulieu a présenté les états financiers.



LA TABLE RONDE DES SOLIDARITÉS

**Jeunes et moins jeunes:
de la place
pour tout le monde**



PAGES 6 ET 7

Le travail autrement pour contrer l'exclusion

Par Marc Laforge

C'est entre autres pour tenter de contrer l'exclusion sociale qui ne cesse de s'accroître que le congrès de la CSN est appelé à se pencher sur la question de la réduction du temps de travail. En fait, pour faire de la place à celles et à ceux qui sont de plus en plus nombreux à perdre leur emploi. Et des emplois qui se font de plus en plus rares.

Le rapport du comité exécutif, d'ailleurs bien étoffé sur la situation de l'emploi, décrit largement cette réalité de l'exclusion et prévient que l'insécurité et l'instabilité grandissantes n'épargnent à peu près plus personne. Parallèlement, des individus et des familles souffrent de cette marginalisation et, collectivement, la capacité de les soutenir par les programmes sociaux a atteint un seuil critique. Car avec 25% de sans-emploi, il n'y a plus de programmes sociaux qui tiennent.

Gérald Larose faisait valoir qu'il y a trop d'hommes et de femmes qui ne travaillent pas ou pas assez souvent, d'autres qui doivent travailler trop pour gagner leur vie convenablement, trop de jeunes qui n'arrivent pas à s'intégrer et trop de femmes confinées à des ghettos d'emplois.

Le rapport fait le constat des décisions trop fréquentes qui se prennent au nom de la stricte rentabilité et qui conduisent à des mises à pied massives. À chaque jour, des déplacements de l'activité économique ont lieu dans des pays aux normes sociales, économiques et morales plus souples.

On assiste également de plus en plus à des restructurations dans les entreprises pour réduire massivement les effectifs. Et cela se passe même dans des entreprises rentables qui cherchent à préparer leur avenir. Mais quel avenir préparent-elles aux personnes mises à pied? Quel est l'avenir du développement économique du Québec?

Il y a de ces entreprises qui vont bien, mais qui jettent des travailleurs à la rue sans aucun scrupule. Ces mêmes entreprises réalisent des économies et créent des coûts à la collectivité. Elles socialisent «les pertes» et réclament du même souffle des coupes sombres dans nos programmes sociaux.



Clément Godbout

Le président de la FTQ a souhaité une collaboration suivie entre les centrales, «dans la compréhension et dans le respect de nos différences».

Des entreprises aux beaux discours sur l'importance des ressources humaines et dont les pratiques sont contradictoires. Mais il y a aussi de ces entreprises qui n'ont pu tenir le coup devant la conjoncture difficile.

Les données sur l'emploi n'ont rien de réjouissant. Le président du Conseil central du Montréal métropolitain, Arthur Sandborn, faisait pour sa part le bilan du gouvernement de Daniel Johnson en matière de création d'emplois. Quel beau lapsus: il faut plutôt lire «en matière



Lorraine Pagé

La présidente de la CEQ a dressé un bilan sévère des premiers mois de Daniel Johnson. «On frissonne à l'entendre dire: imaginez ce que je pourrai faire en quatre ans!»

d'élimination d'emplois». «Les libéraux sont incapables de relever le défi de l'emploi, disait-il. À Montréal, on compte 150 000 mises à pied, 978 entreprises ont fermé leurs portes».

Gérald Larose indiquait qu'il est important de faire notre part pour éviter que ne s'élargisse le fossé entre les personnes qui travaillent et celles qui ne travaillent pas. Il ne faudrait pas confondre notre refus des politiques néo-libérales avec le refus de constater les transformations qui ont cours.



Ifigenia Martinez

Porte-parole du chef de la Révolution démocratique nationale du Mexique et candidat à la présidence, elle a affirmé que la situation doit conduire à des accords allant bien au-delà du libre-échange.



Voici quelques-uns des 62 membres de l'OR-CSN, qui tenait son assemblée générale bi-annuelle juste avant l'ouverture du congrès, hier matin. L'assemblée a réélu le même comité exécutif, présidé par Maurice Boucher assisté de Jacqueline Dubuc, Gerry Taylor, Guy Beaudoin, et le doyen Philippe Girard. Gisèle Lebeuf et Émile Riel ont été élus au comité de surveillance. Des membres ont été désignés comme représentants régionaux. L'OR-CSN a décidé de joindre les rangs de l'Association québécoise pour la défense des droits des retraités (AQDR). Dans le rapport de son premier mandat, l'exécutif a fait état de ses réalisations. C'est en collaboration avec l'OR-CSN que s'est tenue une première session pilote pour les personnes préretraitées, au cégep Marie-Victorin, organisée par le service de la formation de la CSN.

Devant la mondialisation, il n'y a pas que la soumission

Par Guy Ferland

Il y a, sur la mondialisation de l'économie, un discours dominant qui conduit à déposséder les États nationaux de toute possibilité d'intervention pour alléger les souffrances des populations et améliorer leur qualité de vie. Ici par exemple, vouloir atténuer les effets du chômage, ou conserver des acquis sociaux comme l'accès universel à l'éducation et aux soins de santé, serait devenu un «réflexe réactionnaire» empêchant de s'adapter aux forces du marché mondial. Nous l'aura-t-on assez répété sur toutes les tribunes!

Ainsi se tisse, depuis dix ans, une idéologie quasi totalitaire qui finit par présenter comme «normal» le rabaissement progressif de notre régime d'assurance-chômage au niveau de celui des États-Unis. Comme «normal» que cette entreprise, commencée par les conservateurs, soit poursuivie par les libéraux qui avaient pourtant fait campagne sous le thème de l'emploi. Comme «normal» le travail forcé pour les assistés sociaux. Comme «normal» le travail précaire au salaire minimum, y compris pour les «vieux» de 50 ans qui avaient le malheur de travailler dans une usine qui vient de fermer.

Mais il ne saurait y avoir que cette seule attitude devant la mondialisation tout à fait réelle de l'économie. Il ne saurait y avoir que la soumission docile prêchée par les tenants du désengagement de l'État qui ont abdiqué toute volonté de mener une «politique nationale autonome». Il ne saurait y avoir que l'à-plat-ventrisme devant les soi-disant contraintes de la loi du marché, nouvelle façon plus moderne, plus «marketing», de parler de la recherche exclusive du profit à court terme, sans vision un peu longue ni préoccupation sociale. Nouvelle façon de refuser le progrès comme finalité de l'activité économique et du développement.

Alors aujourd'hui comme hier, ce sont les forces populaires, les forces de change-

ment, dont le mouvement syndical au premier chef, qui ramènent dans le débat social la satisfaction des besoins des gens, la préoccupation du progrès humain. Ce sont ces forces qui, en reconnaissant leurs convergences et leurs complémentarités, peuvent permettre de contrer l'exclusivisme d'un certain discours sur la mondialisation de l'économie, sur la soi-disant inévitabilité de la dégradation des emplois, de l'égalisation des conditions de vie par le bas, et de la partition des sociétés, la nôtre comme les autres, entre les gagnants et les perdants.

Tel est le sens du rapport de l'exécutif présenté par le président Gérald Larose à l'ouverture du congrès. Sens conforté par la représentante du Mexique, Ifigénia Martinez: même constat concernant l'ignorance des besoins populaires dans la mise en place de l'accord de libre-échange, même combat contre les inégalités, même



aspirations à la démocratisation des décisions économiques, même plaidoyer pour préserver la capacité des États nationaux d'agir de fa-

çon à «rendre la globalisation de la production compatible avec la satisfaction des besoins des populations locales.»

Nous avons rencontré l'ensemble de nos obligations

Par Thérèse Jean

La récession ne pardonne pas. Au cours des deux dernières années, notre action s'est beaucoup concentrée à contrer les fermetures, les mises à pied, les réouvertures de conventions collectives ou encore les gels de salaires. La conjoncture difficile a fini par nous rattraper. Nous terminons le dernier exercice avec un déficit de 833 319\$, sur un budget de fonctionnement de plus de 40 millions \$. N'eût

été la contribution du Fonds de soutien extraordinaire, qui est venu en appui pour un montant de 2 659 653\$, le déficit aurait été de 3 492 972\$. Au Fonds de défense professionnelle, un déficit de 2 840 787\$ est aussi enregistré. En dépit des dépenses qui ont été plus élevées que les revenus, la CSN est parvenue à rencontrer l'ensemble de ses obligations.

Derniers embauchés, premiers licenciés

À PARTIR DU MOMENT où l'on reconnaît que les jeunes sont la plupart du temps confinés à des emplois précaires, à temps partiel et souvent saisonniers, nous sommes en mesure de mieux comprendre pourquoi nous avons quelquefois l'impression qu'il n'y a pratiquement pas de jeunes au sein des instances du mouvement. Des militantes et des militants en région affirment qu'ils ne comptent pratiquement plus de jeunes au sein de leur communauté. On peut bien sûr expliquer le phénomène, entre autres, par l'exode rural des jeunes vers les grands centres urbains, causé la plupart du temps par un manque de travail ou encore des programmes d'éducation moins accessibles, voire inexistantes, mais il nous apparaît également qu'il peut être trop facile d'écarter ainsi du revers de la main la préoccupation de la condition des jeunes.

Bien sûr, comme les jeunes sont les derniers embauchés et les premiers licenciés, il est possible que la situation économique ait eu pour effet de réduire leur nombre au sein de la CSN. Mais, il est aussi évident que les nouveaux secteurs d'activité où la CSN organise sont souvent des bassins d'emplois pour les jeunes. La question n'est pas quantitative mais bien celle d'un enjeu majeur pour le mouvement et la société québécoise.

(Rapport du Comité des jeunes)

B I L L E T

La paille et la poutre

Dans certains pays où on a depuis longtemps perdu le sens de l'humour — si tant est qu'on l'y a déjà eu —, il arrive qu'on coupe la main d'un voleur et qu'on lapide la femme adultère. Comme on disait par chez nous, il y en a qui n'entendent pas à rire.

Les USA viennent d'être frappés par une de ces crises récurrentes, de nature médiatique bien souvent, qui n'en demeurent pas moins révélatrices de la qualité du regard que l'Empire porte sur le monde extérieur.

Un ressortissant américain condamné pour vol à Singapour a subi quatre coups de canne sur le dos. Pressé de questions par les journalistes affectés à la Maison blanche, le président Clinton s'en est fortement ému. «C'est une erreur d'agir de la sorte», a-t-il déclaré pendant qu'ailleurs, devant les ca-

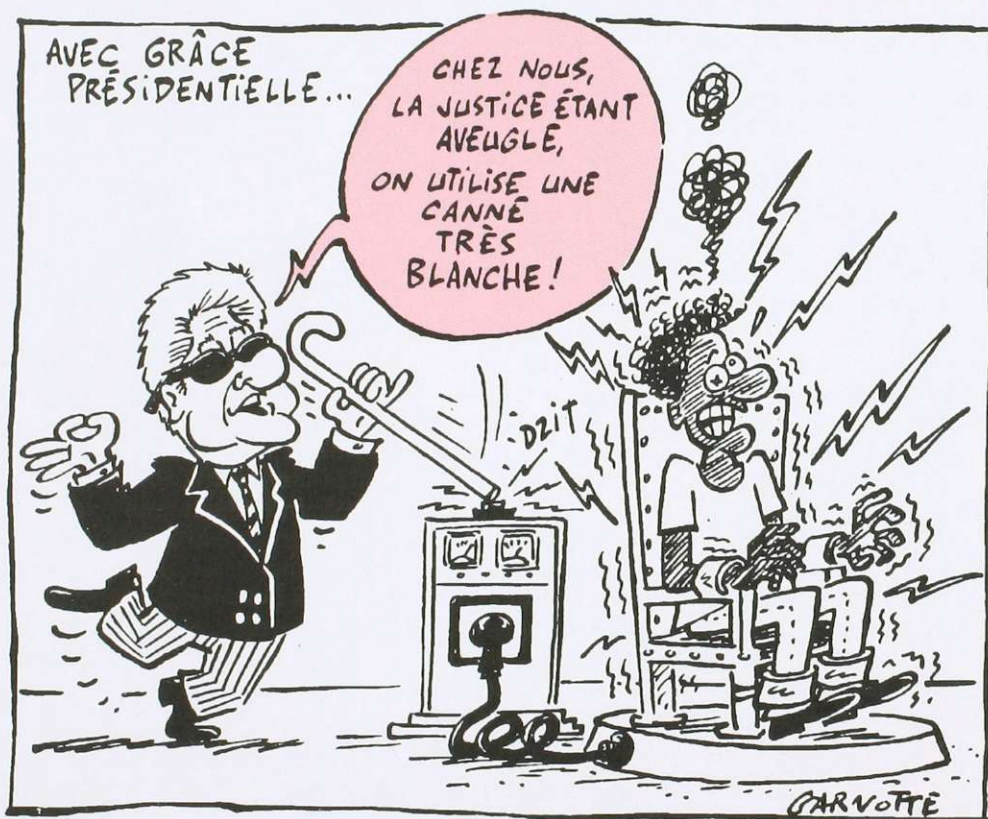
méras, on faisait publiquement la démonstration de la cruauté de ce châtiment.

Les coups de canne, c'est pas drôle. Faut en convenir. Mais les remontrances présidentielles auraient plus de poids et seraient plus crédibles si elles n'étaient le fait du chef du dernier pays occidental à recourir allègrement à la peine de mort. Sans remords, ni individuels, ni collectifs.

Il n'y a plus aucun pays occidental en effet, hormis les USA, à se livrer à cette pratique barbare du meurtre institutionnel.

Voilà une histoire qui ressemble étrangement à celle racontée dans l'Évangile, où il était question de quelqu'un qui avait une poutre dans l'oeil, mais qui s'entêtait à ne voir que la paille dans celui de son voisin.

Michel Rioux



LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS

Coordination
Henri Jalbert
Michel Rioux

Conception graphique
Jean Gladu

Rédaction
Michel Crête
Guy Ferland
Louis-Serge Houle
Thérèse Jean
Maroussia Kishka
Marc Laforge
Luc Latraverse
Lucie Laurin
Jean-Pierre Paré
Jacinthe Pilon
Jacqueline Rodrigue

Mise en page
Louis-Serge Houle
Henri Jalbert
Jean Gladu
Jean-Pierre Paré

Collaboration
Clément Trudel

Photographe
Alain Chagnon

Caricaturiste
Garnotte

Soutien technique
Lyne Beaulieu

Impression
Imprimerie de la CSN

Distribution
L'équipe du congrès



Juges à Québec, fonctionnaires à Ottawa

Par Michel Rioux

La CSN mène vraiment à tout, comme nous le verrons tout au long de la semaine. À la magistrature, par exemple, ce qui peut étonner au premier abord, nos relations avec les juges et les tribunaux étant d'ordinaire plutôt tièdes, pour dire le moins. Sans compter que même si Ottawa n'est pas précisément une ville où nous nous retrouvons souvent, plusieurs sont allés y faire leur marque après être passés par chez nous.

...

Quand le gouvernement du Québec, en 1969, décida de former un Tribunal spécialisé dans les questions du travail, c'est à un juriste respecté dans tous les milieux qu'il fit appel.



Cinq juges du Tribunal du Travail ont fait leurs premières armes à la CSN. C'est sans doute **Robert Burns**, qu'on voit ici en 1968 au cours d'une réunion du bureau confédéral, qui est le plus connu dans la population. On sait qu'il a connu une carrière politique bien remplie, aussi bien dans l'opposition qu'au premier gouvernement du PQ.

Jean-Paul Geoffroy, pendant près de vingt ans, avait fait bénéficier les membres de la CSN de ses conseils et de sa sagesse. De la grève de l'amiante à celle des réalisateurs de Radio-Canada, Jean-Paul Geoffroy a marqué notre mouvement. Et dans son poste de juge en chef du Tribunal du Travail, il devait, pendant plus de vingt ans, imprimer sa marque dans ce domaine névralgique.

D'autres salariés de la CSN ont suivi le même chemin. **Robert Auclair**, salarié de la FTFP, siège depuis plusieurs années au Tribunal, sans compter ses interventions à la défense de la qualité de la langue dans les conventions collectives. **Claude Saint-Arnaud**, qui provenait de la FEESP, est lui aussi juge au Tribunal du Travail, comme **Paul Yergeau**, un



Paul Yergeau, que l'on voit assis en compagnie de **Norbert Rodrigue**, a fait d'abord fait sa marque à la FAS, dans la région de Québec. Il y a près de dix ans, il accédait à la magistrature, au Tribunal du Travail.

ancien de la FAS, qui fut aussi président du Syndicat des travailleuses et des travailleurs de la CSN.

Le plus connu est peut-être **Robert Burns** qui, après une carrière politique bien remplie en tant que député péquiste de Maisonneuve, a été nommé au Tribunal.

À Ottawa

Si la haute fonction publique québécoise, dont nous parlerons dans quelques jours, a attiré un grand nombre de nos «anciennes et anciens», celle d'Ottawa n'est pas en reste pour autant.

Le plus connu à s'y illustrer est sans conteste **Gérard Picard**, qui présida la centrale de 1946 à 1957 et dont on dit qu'il est le père de la CSN moderne. Il siégea quelques années au Conseil canadien des relations du

travail (CCRT) pendant les années 70, après sa retraite du mouvement. **Fernand Jolicoeur**, pionnier de la formation syndicale, est allé poursuivre sa carrière à la Commission de l'assurance chômage, comme **Angelo Forte**. **Ted Payne**, une légende à la Fédération de la métallurgie, a agi longtemps comme conciliateur. Même chose pour **Albert Maisonneuve**, un ancien de la FAS dans l'Outaouais.

Jacques Archambault, un pilier de la FAS dans les années 50 et de la Fédération du commerce par la suite, s'est retrouvé à Bruxelles avant d'aller au CCRT. Plus près de nous, **Me Louise Doyon**, du service juridique, occupe depuis quelques années le poste stratégique de vice-présidente du CCRT.



Fernand Jolicoeur est reconnu comme un pionnier de la formation syndicale. C'est d'ailleurs son nom qui avait été donné au Centre de formation de Lanoraie. Après son départ de la CSN, il fut nommé à la Commission de l'assurance-chômage.



Jean-Paul Geoffroy, que l'on voit ici s'adressant à des ouvriers de Shawinigan en 1950, a été juge en chef du Tribunal du Travail pendant plus de vingt ans.

Jeunes et moins jeunes

Objectif: de la place pour tout le monde

Par Maroussia Kishka et Luc Latraverse

«On essaie d'opposer les générations les unes aux autres alors qu'en fait, on devrait développer des solidarités. C'est vrai que les 30-40 ans rejettent souvent les autres. Mais ce n'est pas vrai qu'un vieux dehors, c'est un jeune dedans. Le problème de fond, ce n'est pas le partage du temps de travail, mais le partage de la richesse.»

À l'issue d'un débat sur les relations entre les jeunes et les vieux pour le *Quotidien du congrès*, les six délégués participants faisaient consensus autour de cette affirmation de Jean Carette, un professeur de gérontologie, âgé de 52 ans, vice-président du Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (FPPSCQ).

Les groupes d'âge ne doivent pas se replier sur eux-mêmes pour revendiquer. Que ce soit pour les aînés ou les jeunes, la réussite de leurs démarches repose sur les alliances qu'ils peuvent nouer avec d'autres groupes sociaux, souligne Jean Carette. Il donne, en exemple, le cas des panthères grises, aux États-Unis.

«Lors de manifestations, les organisateurs ont mis en avant les grand-mères parce que, comme le dit le slogan, un flic ne tapera pas sur sa mère. Ainsi, ce sont les vieux qui proté-

gaient les jeunes», dit-il avec un sourire narquois.

Cependant, au cours des dernières années, des mouvements de défense de droits dont l'objectif est de représenter les revendications de groupes particuliers ont le vent dans les voiles. Des groupes de défense des droits des retraités, par exemple, ont vu le jour.

Mais leur capacité de se faire entendre a des limites, selon Jean Carette. Il souligne qu'après avoir réussi à faire reculer le gouvernement conservateur pour maintenir l'universalité des pensions de vieillesse, ils n'ont plus fait de gains. «En fait, depuis la claqué à Mulroney sur la colline parlementaire, en 1985, les retraités doivent encaisser des reculs.»

De nouvelles solidarités prônées par le comité des jeunes de la CSN

Patrice Savignac, un jeune de 23 ans qui préside le Comité national des jeunes de la CSN, hoche la tête en signe d'approbation. Ça l'agace cette volonté de mettre en opposition les jeunes et les vieux. Il réproouve, entre autres, le fait qu'on associe la division du travail entre temps plein et temps partiel à un problème de génération.

À son avis, la précarisation du travail est un phénomène qui touche tout le monde. «Les clauses "orphelin", ça vise les jeunes, bien

sûr; mais les travailleuses et travailleurs plus vieux doivent également composer avec cette réalité au moment de l'embauche.»

Il espère d'ailleurs que les délégués au congrès appuieront une recommandation supportée par le comité des jeunes. Elle vise à renforcer la mise en commun du travail de tous les comités de défense des droits qui militent à la CSN. «Il faut qu'on travaille ensemble pour contrer la discrimination.»

Une réalité différente dans les petites communautés

«Chez nous, aux Îles-de-la-Madeleine, il n'y a pas d'antagonisme entre jeunes et vieux, précise Sylvio Leblanc, 29 ans, de la Coop alimentaire l'Unité des Îles-de-la-Madeleine. Nous avons eu des débats sur l'éventualité de travailler le dimanche. Mais advenant que la concurrence nous y oblige, il est clair que nous veillerons à ce que le moins de personnes ne soient pénalisées ou voient leur emploi mis en péril, jeunes comme vieux. Cette solidarité s'explique un peu par le fait que nous vivons dans une petite communauté et que tout le monde se connaît.»

Dans d'autres régions, c'est l'égoïsme et l'indifférence

Mais cette solidarité entre les groupes d'âge ne se retrouve pas partout. Dans la région de Trois-Rivières, Ro-

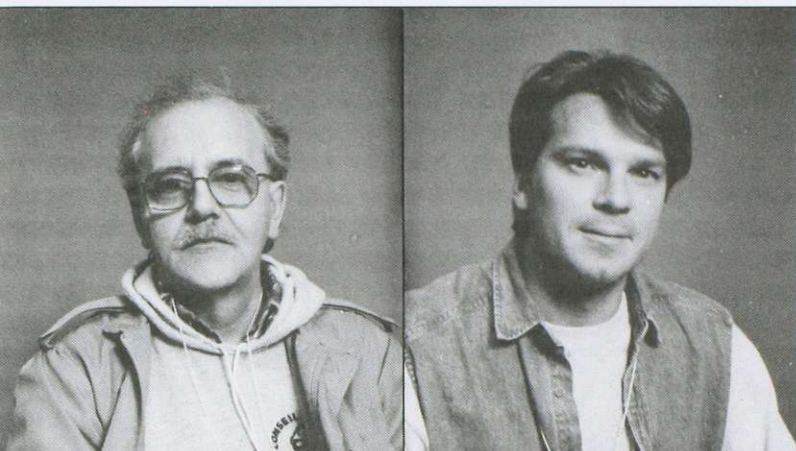
ger Fortin, un travailleur de 55 ans responsable du Fonds de retraite du syndicat de la Reynolds, déplore l'égoïsme des plus vieux. Malgré un taux de chômage élevé dans sa région, les travailleurs de son usine ne sont pas prêts à remettre en question le temps supplémentaire pour faire de la place à ceux qui n'ont pas de travail.

«Pourtant, dit-il, dans notre syndicat, ce sont les jeunes qui ont poussé pour qu'on change d'affiliation syndicale. Sans eux, nous ne serions pas à la CSN. Un changement dont les plus vieux ont profité puisque nous jouissons aujourd'hui de meilleures conditions de travail et d'un bon régime de retraite. Mais les vieux ne se préoccupent pas de la misère des jeunes.»

Les 30-40 ans pointés du doigt

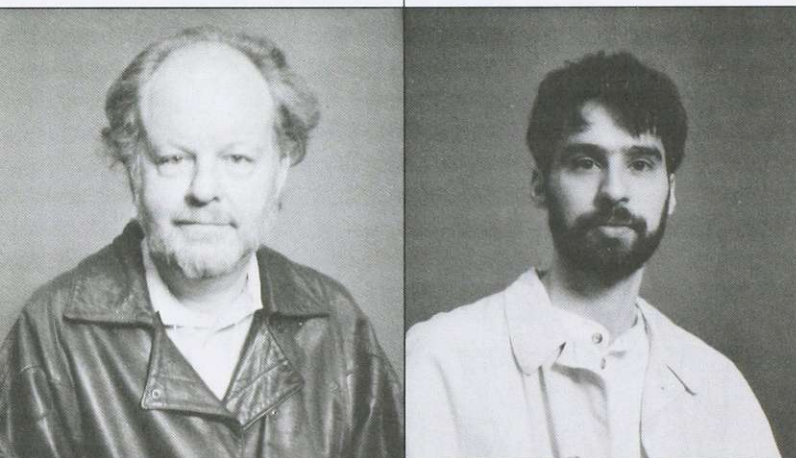
Plusieurs notent autour de la table que dans leur syndicat, ce sont les 30-40 ans qui sont les moins impliqués. «Ils ont bénéficié des avantages de la belle époque sans avoir eu à se battre pour les obtenir», affirme Marc Lapointe, un jeune travailleur de 30 ans, président du Syndicat de l'entrepôt Provigo (épicerie) de Québec. Ils ne veulent pas les perdre. Ce sont eux qui résistent le plus à modifier les conditions de travail pour tenir compte des nouvelles réalités.

Malgré tout, dans la foulée de la restructuration de



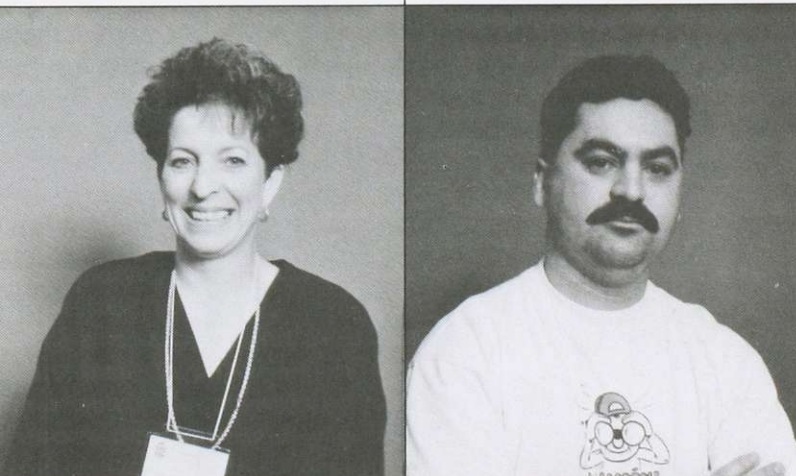
Roger Fortier

Marc Lapointe



Jean Carette

Patrice Savignac



Adèle Fournier

Sylvio Leblanc

entrepôts de Provigo, des débats importants ont eu lieu dans ce syndicat afin de protéger les emplois à temps plein.

«Nous avons fait un débat en deux temps, dans notre syndicat, explique Marc Lapointe. D'abord, nous avons accepté de couper le temps supplémentaire payé à taux double, puis nous avons accepté des plages horaires étalées sur six jours qui ont pratiquement éliminé le temps supplémentaire. En contrepartie, nous avons obtenu un plancher d'emploi dans ce secteur de l'entreprise».

Pour une vingtaine de travailleurs du transport, ces gains ont cependant représenté une perte de revenus importante. Ils faisaient des salaires de 65 000\$ par an, dont quelque 15 000\$ en temps supplémentaire. «Aujourd'hui, ils font 40 000\$ comme les autres et ils ne s'en plaignent pas», précise Marc Lapointe.

Un phénomène nouveau chez les jeunes, la semaine de 4 jours

«Ce qui est nouveau, chez nous, c'est que la semaine de quatre jours qui avait été prévue pour les 55 ans et plus, ce sont les jeunes de 20 à 30 ans qui la réclament. Ça ne leur fait rien de gagner 8,000\$ de moins, ajoute Marc Lapointe. Ce qu'ils cherchent, c'est d'avoir plus de temps à eux.»

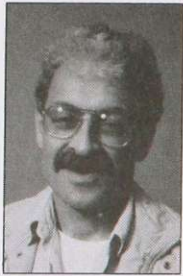
Attention au guet-apens

Mais la présidente du Syndicat des employés du CLSC Chaleurs de Paspébiac, Adèle Fournier, tient à faire une mise en garde sur la semaine de 4 jours. Dernièrement, son employeur l'a proposée aux syndiqués. «On a eu un long débat en assemblée générale sur cette question et, finalement, nous avons décidé de rejeter cette proposition», affirme cette femme de 48 ans. Dans le contexte des compressions budgétaires dans le secteur public, les syndiqués en sont venus à la conclusion qu'une semaine de 4 jours se traduirait tout simplement par une réduction des services à la population. «L'employeur n'avait pas l'intention de remplacer pour maintenir les mêmes services. Et puis en ne travaillant que 4 jours, on voyait nos cotisations au fonds de pension diminuer d'autant», souligne Adèle Fournier.

D'autres précisent que les réductions des heures de travail sont compensées par des machines. Ça ne crée pas d'emploi pour les jeunes. Quant aux préretraites, elles servent souvent d'outil de sélection. Les employeurs embauchent en effet par la suite, à contrat, les meilleurs. «Au fond, affirme Jean Carette, le problème auquel nous sommes tous confrontés, quel que soit notre âge, c'est celui du partage de la richesse.»

Comment évaluez-vous les six premiers mois de Jean Chrétien?

René Bouchard, secrétaire du Syndicat des travailleurs des viandes-Québec:



«Jean Chrétien, il n'a pas fait grand-chose! C'est comme avant, avec les conservateurs. Il se tient avec la grosse majorité: les Anglais. D'ailleurs, on ne le voit pas beaucoup par ici...»

«Il n'y a rien de changé. Les politiciens font des belles promesses et ils ne les tiennent jamais. Ils devaient créer des emplois et au lieu de cela, ils en coupent.»

«Ils prennent les mauvaises décisions. Par exemple, fermer le Collège militaire de Saint-Jean et donner ça aux Anglais.»

«Vivement le Québec indépendant, qu'on ne parle plus d'eux!»

Chantal Cauchon, vice-présidente du Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'Hôtel-Dieu de Québec.



«Chrétien, lui ou un autre, ça revient au même. Ils font des belles promesses avant les élections.»

Après, ils font des coupures, et toujours sur le dos des plus petits!

«Ce qu'ils ont fait avec l'assurance-chômage, c'est très injuste. Ils ont donné le gros bout du bâton aux employeurs. Maintenant, si les boss veulent se débarrasser de quelqu'un, ils n'ont qu'à l'écoeurer jusqu'à ce qu'il parte. Ensuite, ils peuvent écrire de fausses raisons, et il perdra même son droit à l'assurance-chômage.»

Lucette Bisson, présidente du Syndicat de l'Hôtel-Dieu de Gaspé.



«Je trouve qu'il ne fait pas grand-chose. Le nombre d'emplois n'augmente pas. Au contraire, l'emploi diminue, le chômage augmente. En Gaspésie, c'est effrayant, le taux de sans-emploi se situe à 27%. Comme premier ministre, je ne trouve pas qu'il fait sérieux. C'est le retour à l'époque de Trudeau. Je souhaite vraiment des politiques pour faire en sorte qu'il y ait du travail pour tout le monde.»

«C'est la continuité du gouvernement de Brian Mulroney. Le budget Paul Martin et les modifications à la loi de l'assurance-chômage vont dans le sens des politiques conservatrices et pénalisent les travailleuses et les travailleurs. Heureusement, nous avons nos syndicats et la CSN. C'est le seul pouvoir qu'il nous reste pour revendiquer des mesures sociales favorisant l'emploi. Les partis politiques, on ne peut pas vraiment y croire, d'autant plus qu'il n'y a pas de véritable alternative à la Chambre des communes, depuis la disparition du NPD.»

Jocelyn Perreault, trésorier, CSN-Construction Estrie.



«Chrétien et son gouvernement, ils perdent leur temps à patcher les trous laissés par l'ancien gouvernement conservateur. On ne sait pas trop où ils s'en vont. D'ailleurs, ils ne le savent pas eux-mêmes!»

«Mais ils continuent, comme du temps de Mulroney, à s'organiser pour donner aux riches et nous enlever à nous autres. Bientôt, on ne pourra même plus faire instruire nos enfants!»

«Chrétien, c'est un bel exemple du principe de Peter. Une personne peut se penser bien bonne pour un emploi. Mais une fois qu'elle l'occupe, c'est une autre histoire...»

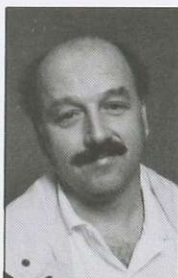
Manon Perron, présidente du Syndicat IKEA-Montréal.



«C'est la continuité du gouvernement de Brian Mulroney. Le budget Paul Martin et les modifications à la loi de l'assurance-chômage vont dans le sens des politiques conservatrices et pénalisent les travailleuses et les travailleurs. Heureusement, nous avons nos syndicats et la CSN. C'est le seul pouvoir qu'il nous reste pour revendiquer des mesures sociales favorisant l'emploi. Les partis politiques, on ne peut pas vraiment y croire, d'autant plus qu'il n'y a pas de véritable alternative à la Chambre des communes, depuis la disparition du NPD.»

«C'est le premier ministre d'un gouvernement qui est très dur avec nous, les travailleurs saisonniers. À Sorel, nous avons mené des luttes pour obtenir des garanties de travailler un minimum de 20 semaines par année afin d'être admissibles aux prestations d'assurance-chômage le reste de l'année. Mais voilà qu'avec la «réforme» de l'assurance-chômage, que ce même gouvernement avait dénoncée quand il était dans l'opposition, nous n'aurons droit qu'à 24 semaines de prestations, plutôt que 32. Ça va faire un trou de huit semaines à combler. Comment?»

Mario Plouffe, président du Syndicat des Élévateurs à grain de Sorel.



«C'est le premier ministre d'un gouvernement qui est très dur avec nous, les travailleurs saisonniers. À Sorel, nous avons mené des luttes pour obtenir des garanties de travailler un minimum de 20 semaines par année afin d'être admissibles aux prestations d'assurance-chômage le reste de l'année. Mais voilà qu'avec la «réforme» de l'assurance-chômage, que ce même gouvernement avait dénoncée quand il était dans l'opposition, nous n'aurons droit qu'à 24 semaines de prestations, plutôt que 32. Ça va faire un trou de huit semaines à combler. Comment?»

Art contemporain à portée de main

S'AMUSER AU MUSÉE

NOUS AVONS LA CHANCE de siéger à quelques pas du Musée d'Art contemporain, situé angle Sainte-Catherine et Jeanne-Mance, où vient juste de s'ouvrir l'exposition de la collection Lavalin, qui a été achetée par le musée lorsque cette entreprise québécoise a fait faillite, il y a deux ans. C'est une occasion unique de voir et de comparer les oeuvres de différents artistes, alors qu'on a plutôt eu droit à des rétrospectives individuelles de Pellan, Riopelle et Lemieux, ces dernières années.

L'exposition est divisée en trois périodes: 1939-65, des oeuvres picturales de ces peintres et de plusieurs autres dont Mousseau, Gauvreau, Marcelle

Ferron, Marcella Maltais de Chicoutimi; des oeuvres mixtes des années 60, 70 et 80, entre autres Armand Vaillancourt, Molinari, Roussil, Lemoyne; et enfin, une collection de dessins de plusieurs artistes, dont Betty Goodwin, Henri Saxe et Marc Garneau.

Au Musée d'Art contemporain toujours, une spectaculaire exposition de sculptures et peintures de Laurie Walker, *Seeing Blue*. Ce n'est pas long à visiter et ça vaut le passage. Admission: 5\$ (gratuit le mercredi soir; ouvert jusqu'à 21 heures). On s'y rend en traversant les complexes Guy-Favreau et Desjardins vers le nord.

Pour compléter votre escapade culturelle, un coin de rue plus à l'ouest, vous pouvez visiter les petites galeries du 372 Sainte-Catherine ouest, aux 3e, 4e et 5e étages de ce vieil édifice qui, à lui seul, vaut le coup d'oeil et le déplacement.

Luc Latraverse

Partage du travail

L'idée fait son chemin en France

Par Jacqueline Rodrigue

EN FRANCE, ON DÉNOMBRE actuellement 3,5 millions de chômeurs, avec un taux de chômage de 12%. Un taux qui non seulement persiste depuis plusieurs années, mais qui poursuit sa montée. «Aujourd'hui, en France, pratiquement plus personne ne conteste le fait que la réduction du temps de travail est un des éléments qui permettra de réduire le chômage», d'affirmer Michel Marti, secrétaire confédéral de la Confédération française démocratique du travail (CFDT).

«Bien sûr, il demeure des individus qui prônent l'immobilisme complet et qui continuent de dire que la relance économique, à elle seule, va résoudre le problème. Mais on a vu ce que ça donnait. Le taux de chômage a continué de croître

et les emplois qui ont été créés sont précaires», poursuit-il.

En plus de ces économistes néo-libéraux «doctrinaires», il y a également ceux qui souhaitent ardemment que les femmes retournent à leurs chaudrons. «En France, on est allé jusqu'à proposer des primes aux femmes pour qu'elles quittent leur emploi et retournent au foyer. On soutient que si les femmes retournent à la maison, il y aura moins de délinquance. Ce discours, des plus réactionnaires, nous ramène en arrière et fait dévier complètement le problème», d'expliquer Michel Marti.

Pour la CFDT, le manque d'emplois est devenu un problème sociétal. «La situation actuelle engendre des coûts sociaux énormes, et le man-

que de cohésion sociale nuit à tout le monde. Il faut agir tout de suite», de soutenir Michel Marti.

«Qu'on cesse de nous dire qu'il n'est pas possible de mettre en place une politique de partage du travail puisque de toute façon, on nous l'impose, notamment par l'utilisation du travail précaire. Il ne s'agit pas de réduire le temps de travail pour tous à 32 heures, comme le proposait dernièrement un projet de loi français. Il faut proposer une politique qui oblige tous les acteurs sociaux à négocier. Les négociations doivent se mener branche par branche, métallurgie, construction, etc, en fonction de leur réalité respective. Ainsi, tout le monde sera à égalité», d'expliquer Michel Marti.



Michel Marti

«Il faut imaginer autrement la répartition entre temps de travail, temps libre et temps de formation. Toutefois, dans tout ce débat, il ne faut pas tromper les gens et leur dire maintenant qu'il n'est pas possible d'appliquer une compensation intégrale des salaires à la réduction du temps de travail», de conclure Michel Marti.

LE MONDE DE CLÉMENT TRUDEL

Du côté du Brésil

LE BRÉSIL COMPTE UN MILLION de logis précaires dans 3471 «favelas», ou bidonvilles. Les deux tiers environ de ces «favelas» se situent autour de Sao Paulo et de Rio de Janeiro.

Au Brésil, près de 20 000 hommes, femmes et enfants sont maintenus dans des conditions proches de l'esclavage par des employeurs qui les attirent en Amazonie et les tiennent en perpétuel endettement.

Au Brésil, de janvier à novembre 1993, l'industrie de transformation a connu une croissance record de 18,8 %, phénomène qui fait tout de suite penser à la Corée du Sud. L'explication serait que pour «dynamiser» la production, on a fortement réduit le nombre de cadres. Les employés restants ont augmenté leur salaire et leur rendement.

D'importantes élections présidentielles auront lieu le 3 octobre au Brésil. Les citoyens auront-ils le désir de dégommer des dirigeants dont beaucoup se sont déconsidérés dans la «mafia du budget» — détournement de fonds publics au profit d'oeuvres de charité fictives? Si oui, le changement risque de favoriser le Parti des travailleurs dont le candidat, Lula (Inacio da Silva), avait été défait de justesse en 1989.

Le Parti des travailleurs, en 1994, a un programme modérément socialiste mis au point au début du mois à Brasilia. Lula, ancien métallo qui, à 49 ans, compte déjà douze ans de présence en politique, n'a pas voulu perdre le vote des catholiques pratiquants, de sorte qu'il ne préconisera l'avortement

que «dans des cas spéciaux». L'un des points principaux de ce programme porte sur la renégociation de la dette extérieure et sur la promesse de consacrer 10% du PNB à des fins d'éducation.

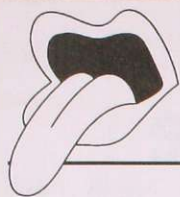
Autre point qui devrait rallier les humbles paysans: une réforme agraire échelonnée sur quinze ans a comme objectif de fournir des terres à trois millions de familles démunies.

De la coalition présentée au pouvoir, c'est l'ancien ministre des Finances, Enrique Cardoso, qui semble le plus à même de constituer le rival numéro un pour Lula, qui se dit cependant confiant de l'emporter dès le premier tour.

L'avènement de Lula ne transformerait pas en banlieues cossues les «favelas». Il aurait le mérite de déloger

un système qui n'a pas su freiner la corruption. Après le renversement des cliques, on pourra prendre au sérieux la devise du pays: «ordre et progrès».

Deux déclarations récentes ont rappelé aux Brésiliens la nécessité de changements. À Sao Paulo, le vice-président de la Commission européenne chargée de la coopération et du développement a souligné que «la redistribution de la richesse est un facteur indispensable de solidarité dans toute société moderne et démocratique». Au cours de la 32^e assemblée de la Conférence nationale des évêques, on a insisté sur «une action ferme pour que le Brésil se transforme en une nation plus juste».



La langue bien pendue

Le français, questions-pièges:

Réponses aux questions-pièges d'hier
 L'équivalent en français de «cruise control»: un **régulateur de vitesse**. Pour ceux et celles qui ont répondu un «contrôle sur la cruise», doit-on comprendre que vous n'avez pas l'intention d'avoir des écarts de conduite au cours du congrès?
 L'équivalent en français du mot «intercom»? Un **interphone**. Non, la réponse n'est pas un «interfun», mais c'est un nom intéressant pour une «ligne rencontres». Le verbe *atermoyer* signifie: **remettre à plus tard**. Le mot *forficule* est le nom savant pour désigner un **insecte**, le perce-oreille.

Nos questions pour aujourd'hui
Comment appelle-t-on le tube recourbé en forme de S, placé à la sortie des appareils sanitaires, de façon à empêcher la remontée des mauvaises odeurs?
 a) un tiphon
 b) un siphon
 c) un cygne

Lequel des mots suivants désigne un petit abri?
 a) une guérite
 b) une bâche
 c) un tiabri

Que signifie l'expression baroud d'honneur?
 a) le dernier combat d'une guerre perdue
 b) l'équivalent du doigt d'honneur, mais avec le bras
 c) le dernier discours d'un politicien ou d'une politicienne

Lequel parmi ces mots désigne un siège à abattant?
 a) une sellette
 b) un strapontin
 c) un couvert de toilette

Les disques du concours de français sont une gracieuseté d'Archambault Musique, coin Sainte-Catherine et Berri, Montréal.

Le concours Bâtirente

Le grand prix: deux billets pour la partie de baseball de ce soir entre les Expos et les Mets de New York.



La question

Quel est l'actif net du RER collectif Bâtirente au 31-12-93?

- 49 647 392 \$
- 50 211 623 \$
- 51 873 621

Les billets de baseball sont une gracieuseté de Top Communication, de Montréal. BONNE PARTIE.

À compter d'aujourd'hui, un nouveau concours s'ajoute. Wah!

Mes chers amateurs et amatrices de concours, aujourd'hui commence le concours Bâtirente. Un seul prix à gagner: deux billets pour la partie des Expos au stade olympique (avec en plus une place de stationnement sous le stade, espérons que la tour ne penchera pas trop!)

Les gagnants d'hier
 Nous avons assisté à une bataille rangée entre le Syndicat des employés de l'hôpital de Mont-Joli (trois gagnants dans la catégorie français: Normand Gagnon, Jean-Paul Lévesque et Réjean Langelier) et le Secteur professionnel des technologies médicales (cinq gagnants: Louise Goulet dans la catégorie français; Johanne Gravel dans la catégorie mots croisés; Robert Séguin, Lyne Bordeleau et Brigitte Paradis dans la catégorie devinette du Couche Tard.)
 Dans la catégorie des mots croisés, les autres gagnants et gagnantes sont Emilia Castro et Pierre Richard (garderies-Québec), Pierre-Hugues Miller (le fils de Claudette) et Monique Barrette (ma sexologue uni-

que et préférée au CLSC Beauharnois).
 Dans la catégorie français, l'autre gagnant est René Joseph, du Conseil central du Bas St-Laurent.
 Enfin, dans la catégorie devinette du Couche Tard, les autres gagnants sont Renelle Tremblay, du Conseil central de la Côte-Nord, et Danielle Brazeau, du Syndicat des techniciennes de laboratoire de l'Hôtel-Dieu de Montréal.

Bravo tout le monde. Avis à celles et à ceux qui gagnent: ne donnez pas vos réponses aux autres... même s'ils font partie de votre gang... Je m'en suis aperçu!
Le Couche Tard

De qui médit le Couche Tard?



Billet

Les pissoires

Si jamais je poigne l'architecte qui a conçu le trafic dans le Palais des Congrès et qui a oublié d'installer des pissoires au quatrième étage, je n'ai aucune idée de ce que je vais lui faire, mais c'est sûr qu'il va passer un mauvais quart d'heure. En attendant, s'cusez-moi, mais je vais aller faire un tour au troisième.

Le Couche Tard

Les jeux et concours des pages du Couche Tard sont organisés en collaboration avec la Caisse d'économie des syndicats nationaux de Montréal et la Caisse d'économie des travailleuses et des travailleurs de Québec.



Y paraît que...

Question d'ordinateur

♠ La féminisation de ma chronique d'hier a suscité des commentaires. Eh bien! voyez-vous, quelqu'un avait changé mon Macintosh pour un Power PC (PC pour «politically correct»). Le PC était programmé pour écrire en volapük biscornu. On a vu les résultats. Aujourd'hui, je reviens à mon bon vieux Mac.



Mon syndicat du congrès

♠ J'ai décidé d'adopter un syndicat pour toute la période du congrès: celui des ouvriers du fer et du titane, affilié à la Fédération de la métallurgie et à la CSN. C'est Roger — le mal cité — qui m'a refilé un livre sur la petite histoire de son syndicat. Je vais vous faire connaître, chaque jour d'ici la fin de la semaine, un épisode de la vie syndicale de ces travailleurs... avec un commentaire approprié. *Le 15 décembre 1976, le syndicat forme son comité de stratégie qui comprend 150 militants.* Coudon, est-ce que vous vous faisiez confiance? Restait-il du monde pour faire de l'action?



Tintin au Brésil

♠ Le secrétaire général de la Fédération des employés et employés des services publics, François Juneau, s'est rendu au Brésil au cours de l'hiver, en mission syndicale. Il avait apporté sa caméra pour rapporter des souvenirs. Il a cependant eu quelques problèmes. Toutes les photographies prises à Rio de Janeiro l'ont été sans qu'il n'y ait de film dans la caméra. Pour se reprendre, rendu à Sao Paulo, il a mis un film dans sa caméra, mais — malheur de malheur — il a laissé l'appareil sur l'automobile et il est reparti. À la première courbe, l'appareil s'est retrouvé dans la nature. Heureusement que Lyne

Garon, du Syndicat de l'aide juridique de Québec, était de la délégation, sinon adieu les photographies. Coudon, François, relis donc les aventures du reporter Tintin avant de repartir en voyage!



Les visiteurs au Quotidien

♠ Notre premier visiteur du congrès fut Martial Laforest, ex-directeur des services à la FAS et à la FEESP et ex-adjoint à l'exécutif de la CSN. Ah oui! j'oubliais que Martial avait aussi été pendant six semaines chef de cabinet du ministre péquiste des Affaires sociales, Denis Lazure, en 1977. Et il est revenu. Depuis, il existe une clause dans la convention collective des salariés de la CSN — dite la clause Martial — sur le droit de se racheter à la suite d'une erreur passagère.



Canadiens-Nordiques

♠ La chronique du Couche Tard n'est pas sectaire. Après les Canadiens, en voici une sur les Nordiques.

Q — *Quelle est la différence entre les Nordiques et un taxi?*

R — *Le taxi, lui, il a un compteur.*

Si celle-là, elle est de Roger, c'est sûr que, cette fois, il ne dira pas qu'il est mal cité.



Habits et souliers

♠ Ça s'habille chic pour le congrès. Léopold Beaulieu, le trésorier de la CSN, est passé chez Bovet s'acheter un nouvel habit. Bleu marine, selon la rumeur. Camille Bélisle, le trésorier de la FEESP, s'habille également chez Bovet. La troisième vice-présidente, Céline Lamontagne, le secrétaire général, Pierre Paquette, et le Couche Tard vont à La Baie, mais pas nécessairement au même département. Céline va au département mode dames, Pierre, au département jeunes hommes, et le Couche Tard, au sous-sol,

pour les soldes. Et les autres? On verra... demain.



Coupages budgétaires

♠ *Le Quotidien du Congrès* a décidé de donner l'exemple. C'est pourquoi notre premier numéro a été imprimé sur du papier 8 1/4 pouces par 11 7/8. Considérant que nous avons fait notre part pour la patrie, à partir d'aujourd'hui, il est imprimé sur du papier 8 pouces par 12. À votre tour, maintenant, de faire votre part dans les coupures.



La redondance

♠ On vous a parlé hier, en page 2, d'un geste de solidarité avec des travailleurs syndiqués de Versabec qui ont perdu leur emploi ici. Le nouveau traiteur gère aussi le bar... en haut. C'est donc un endroit à éviter. Notre ancien slogan *On barre Cadbury*, devient aujourd'hui *On barre le bar*. Ça fait redondant, mais ça dit ce que ça a à dire.



Salut Jeannot! Chapeau!

♠ Qui, à Fédération de la métallurgie, ne connaît pas Jeannot Vandal? Les plus vieux se souviendront de ses interventions pour le moins colorées dans les conseils confédéraux dans les années 70. Il était de passage, hier, à l'assemblée générale de l'OR-CSN. C'est en effet hier qu'il devenait officiellement un retraité de l'usine Beloit, de Sorel. L'usine ferme malheureusement ses portes dans quelques jours. P.S. Y'était ben beau, ton chapeau!

À la plume fontaine, m'en allant promener...

♠ Il est 19 heures et je déprime un peu, beaucoup, passionnément. Me manque un potin. Oh! que voilà mon ami Nelson — du merveilleux service de la comptabilité — avec la bonne nouvelle: le nom de la première déléguée inscrite. Il s'agit de Lise Robichaud, 08-02-015. 08, c'est la fédération (la FAS); 02, c'est le conseil central (Côte-Nord); 015, c'est le syndicat, soit celui du Pavillon la falaise. Mon devoir accompli, je m'en vais faire de la broue ailleurs. Salut.

Le Couche Tard

Mots croisés

Horizontal

1. Cancan.
2. Fabuliste grec.
3. Emplacement.
4. Pronom personnel. Pronom démonstratif.
5. Du verbe errer.

Vertical

1. Roman d'Albert Camus.
2. Saule aux rameaux flexibles.
3. De bonne heure.
4. Plante dont les racines ont des propriétés vomitives.
5. Négation. Carte à jouer.

Réponse au mot croisé d'hier

L	U	C	I	E
E	S	I	N	E
V	I	R	E	S
E	N	E		L
R	E	S	T	A



**POUR ÊTRE AU COURANT
DES ACTIVITÉS DU MOUVEMENT**

**POUR MIEUX CONNAÎTRE
LES DERNIÈRES PUBLICATIONS**

**POUR APPROFONDIR
VOS CONNAISSANCES**

ON EST LÀ POUR ÇA
VENEZ NOUS VOIR À NOTRE KIOSQUE

**LE SERVICE DE
LA DOCUMENTATION
DE LA CSN**

LE BABILLARD

Objet de solidarité

Les congressistes sont invité-es à acheter le bloc-notes de papier qui est vendu 10\$ pour soutenir les travailleuses et les travailleurs en conflit. Un bon geste à poser.

©1994 Fabriqué par
Les Papiers Recupérés
du Saguenay
Lac-Saint-Jean inc.
Tel.: (418) 668-5998

Le papier contenu dans ce
publi-cube est fabriqué
par les membres du
syndicat national
des travailleuses(ceuses)
des pâtes et papiers d'ALMA
(CSN)

Peu de congrès syndicaux sont ainsi munis d'une boîte à lunch d'une aussi importante dimension. Pour nourrir la réflexion collective, on peut même pénétrer dans cette boîte qui a nourri — et continue de nourrir — des générations d'ouvriers. Pas de gêne. On est chez nous. Les crayons attendent preneurs.



**LA BOÎTE À LUNCH
EST OUVERTE!**
Exprimez-vous!

LA CSN AU RYTHME DU MONDE

Spectacle de musique et de danse multiethnique

**AVEC LUC BOIVIN
ET SES TÊTEUX**

TAKADJA, groupe africain
GEORGES RODRIGEZ, groupe haïtien
QUÉBA, groupe cubain
Invité spécial: NORMAND BRATHWAITE

PAOLO RAMOS, groupe brésilien
ANDRÉ PROULX, groupe québécois
SALAH AND FAMILY, Trinidad-Tobago

**LE MERCREDI 11 MAI À 20H30 · OUVERTURE DES PORTES À 20H00
AU CLUB MÉTROPOLIS 59, RUE STE-CATHERINE EST COIN ST-DOMINIQUE**

BILLET : 5 \$

On se les arrache

Paraît-il qu'il faut se dépêcher parce qu'on se les arrache comme des petits pains chauds. Il en reste encore quelques-uns. Des billets pour la soirée au Métropolis. En vente dans le hall.